

Dans ce nouvel entretien semestriel, Jean-Claude Trichet commence par nous éclairer sur la gravité de l'accroissement de notre dette que pourrait entraîner l'abandon de la loi sur les pensions de retraite. Il évoque ensuite la situation difficile de l'Allemagne qui a beaucoup misé sur son accord énergétique avec la Russie ce qui ne remet toutefois pas pour autant en question son soutien à l'Ukraine dans le cadre de l'Union européenne. Sans minimiser l'importance des difficultés que rencontre actuellement notre pays, il réaffirme sa confiance dans sa capacité à les dépasser et à continuer à jouer un rôle important dans la construction européenne dont il n' imagine pas qu'elle puisse se ralentir, compte tenu des multiples preuves que l'Union a déjà données de sa résilience face aux épreuves auxquelles elle a été confrontée.

# Les épreuves actuelles ne compromettent ni l'avenir de la France ni celui de l'Union européenne

**Un entretien avec Jean-Claude Trichet**

**Jean-Claude Trichet** est ancien gouverneur de la Banque de France, ancien président de la Banque Centrale Européenne et, depuis 2023, président de l'Académie des Sciences morales et politiques.

## DES CHIFFRES BUDGÉTAIRES QUI MÉRITENT ÉCLAIRAGE

**Philippe Lazar** : Nombre de nos compatriotes semblent perdus au sujet des ordres de grandeur des chiffres budgétaires qu'on évoque de nos jours : quelque 3 000 milliards de dettes, des centaines de milliards aisément dépensés au moment de la pandémie de COVID-19 au titre du « quoi qu'il en coûte », sans parler de quelques centaines de milliards envisagées pour le renforcement de notre défense... et 12 milliards « seulement » d'économies réalisées grâce à la réforme des retraites. Pourquoi dès lors cette réforme si contestée ? Peut-être serait-il utile de rappeler que le

point de comparaison légitime de ces 12 milliards n'est pas les chiffres que je viens d'évoquer mais le montant du déficit budgétaire annuel de notre pays, actuellement de 125 milliards d'euros soit 4,7 % de son produit intérieur brut (PIB) ?

**Jean-Claude Trichet** : En effet, sans réforme, le système de retraite atteindrait un déficit d'environ 12 milliards d'euros en 2027 (soit environ 0,4 % du PIB), 13,5 en 2030 et 21 en 2035. Si ces déficits, faute de réforme, devaient être, en dernière analyse, couverts par la puissance publique, ils correspondraient à une augmentation substantielle de la dépense publique annuelle, des déficits

publics annuels et d'un encours de l'endettement public s'accumulant lui-même considérablement année après année. Ce dernier point doit être souligné : notre encours de dette en proportion du PIB (112 % en 2022) est déjà très important. Il n'est dépassé aujourd'hui dans l'Union européenne que par la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ! La France est aujourd'hui beaucoup moins bien placée qu'elle ne l'était en 2007, année où nous avons le même pourcentage que l'Allemagne (64 % du PIB). L'Allemagne est aujourd'hui à 70 % du PIB, environ soit plus de 40 % de PIB en dessous de nous ! Les épargnants du monde entier regardent de près ces situations. Ils font payer avec des taux d'intérêts supplémentaires les détériorations de la crédibilité financière des pays. De ce point de vue nos taux d'emprunt à 10 ans (2,81 % au moment où je vous répons) sont à mi-chemin entre les taux allemands (2,29 %) et les taux espagnols (3,35 %). Nous ne sommes pas dans une situation autorisant une détérioration supplémentaire.

**P. L. :** Donc ce chiffre de 12 milliards...

**J.-C. T. :** ... correspond à une estimation qui augmente année après année pour des raisons démographiques. Selon l'Insee il y avait encore deux actifs par retraité en 2004, il n'y en a plus que 1,67 en 2020. Du fait de notre système de répartition, il n'y a que trois façons d'y faire face : diminuer les pensions, augmenter les cotisations annuelles ou allonger la durée du travail. Comme personne ne veut évidemment des deux premières, il reste la troisième qui



présente en plus l'avantage de contribuer à augmenter la croissance potentielle et la production de richesses par tête. C'est ce que les pays de l'Union européenne ont compris puisqu'ils ont pratiquement tous adopté des durées de travail et des âges de retraite supérieures – et souvent très supérieures – aux nôtres (Allemagne 65 ans et 10 mois, Italie 67, Espagne 65, Pays-Bas 66 et 7 mois, Irlande 66, etc.). Quand on compare notre pays aux autres démocraties avancées comparables, l'ampleur du refus des réformes de notre société est réellement inquiétante.

**P. L. :** Revenons sur ce que nous devons effectivement rembourser chaque année...

**J.-C. T. :** Clarifions les choses. Il faut distinguer, au sein de la dette publique, la dette de l'État proprement dit, celle des collectivités locales et celle de la Sécurité Sociale. La dette négociable de l'État représente environ 2 300 milliards d'euros sur les 3 000 milliards de la dette publique totale. La durée de vie moyenne de cette dette est de 8,6 ans environ.



Le pipeline Nord Stream 2.

Il faut donc que l'État *stricto sensu* rembourse, chaque année en moyenne, environ 267 milliards d'euros. C'est ce que l'État doit emprunter pour rembourser les emprunts venus à échéance, avant même de financer par emprunt son déficit annuel (tant qu'il est grand, ce qui est le cas...). Inspirer confiance est essentiel pour trouver à un coût aussi faible que possible ces sommes énormes. En outre nous sommes dans une situation d'augmentation générale des taux d'intérêt qui a un impact important sur le coût de l'endettement : ainsi les seuls intérêts à verser sur la dette de l'État devraient passer de 23 à 60 milliards d'euros de 2020 à 2027. C'est dans ce contexte très difficile, dont maints de nos compatriotes ne sont apparemment pas conscients, qu'il faut éviter à mon avis toute dépense publique supplémentaires... ou toute absence de réductions des dépenses lorsqu'elles sont possibles, comme c'est le cas dans le domaine des retraites.

## LA FRANCE EN REPLI SUR ELLE-MÊME

**P. L. :** L'opposition ne se comporte-t-elle pas actuellement comme si notre pays était un heureux petit village gaulois, fier de son modèle social intangible, et qui n'en ferait qu'à sa guise sans voir le monde bouger autour de lui ? La crise politique actuelle incite à se demander si la France n'aurait pas été contrainte, contre l'avis de son exécutif, de renoncer à jouer pleinement la carte de l'Union européenne. Cette tentation de repli sur soi ne serait-elle pas liée au pouvoir croissant des réseaux sociaux aux dépens de celui des corps intermédiaires, à commencer par celui des syndicats ?

**J.-C. T. :** Ces derniers, même si, trop souvent, ils n'ont pas une vraie capacité de négociation, à l'encontre de ce que l'on observe dans la quasi totalité des autres pays (sur les retraites par exemple), ont montré qu'ils conservaient une grande capacité de mobilisation et d'encadrement des mouvements populaires récents de protestation, non ?

**P. L. :** Certes s'agissant de la mobilisation, mais c'est moins évident, je crois, du point de vue de l'encadrement de la « colère » populaire. Et, compte tenu de la conjonction actuelle massive, en termes d'opposition au pouvoir exécutif, des forces politiques, syndicales et populaires, le président français a-t-il là encore la capacité d'assumer le leadership de l'Union européenne qu'il avait pris au moment où la France la présidait ? Ne peut-on craindre que le chancelier allemand ait la tentation de se

substituer à lui avec une ambition plus nationale qu'européenne ?

**J.-C. T. :** C'est un fait que, depuis les événements qui se sont récemment produits et en particulier depuis la guerre en Ukraine, on a pu avoir l'impression que la France et l'Allemagne n'étaient plus sur la même ligne stratégique. Les différends sont effectivement flagrants en matière énergétique, en matière nucléaire, en matière de relations avec les pays de l'Est et l'on peut en effet s'inquiéter quant à l'affaiblissement de la volonté d'agir ensemble des deux pays ayant joué de concert un rôle décisif dans la naissance et le renforcement de l'Union européenne, y compris dans la période la plus récente sur les grandes initiatives prises en commun en matière d'emprunt international.

## **LA SITUATION DIFFICILE DE L'ALLEMAGNE**

**J.-C. T. :** L'Allemagne, à laquelle on reproche d'être beaucoup trop centrée sur elle-même, se trouve aujourd'hui dans une situation particulièrement difficile. Elle dépendait énormément de la Russie pour son gaz, pour son pétrole. Elle avait engagé elle-même de lourds investissements dans des pipelines de grande capacité. Et tout cela s'est brutalement interrompu. Nous, nous avons ressenti un choc lié à la montée des prix mais, pour l'Allemagne, ce fut un énorme choc stratégique : son alliance énergétique avec la Russie s'est révélée catastrophique. Et le fait que la querelle américano-russe se soit doublée d'une querelle américano-chinoise ne fait que compliquer la question pour ce pays qui

a la Chine comme client majeur pour ses productions industrielles. D'une certaine manière, la France, pour des raisons qui sont à la fois historiques et liées à sa moindre pénétration des grands marchés internationaux, se trouve dans une situation qui, du point de vue stratégique, est moins directement affectée. On peut dès lors comprendre que le chancelier allemand soit conduit, du fait de la brutalité (y compris matérielle des explosions d'origine inconnue qui ont gravement endommagé les pipelines *Nordstream 1* et *2*) et de la soudaineté de ce revirement, à faire preuve d'un certain « égoïsme » national. Et l'on peut aussi comprendre les choix qui avaient été faits par ce pays au moment où l'on pouvait penser que la Russie s'ouvrait à l'économie de marché avec Eltsine et le premier Poutine... J'avais moi-même à cette époque été invité à Moscou en tant que premier orateur lors du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Banque centrale de Russie qui avait alors d'excellents rapports avec la Banque centrale européenne. Nous les aidions notamment sur le plan technique à mieux organiser leur surveillance des banques commerciales de Moscou.

Le revirement brutal que j'évoque a commencé en 2014 avec le début de la guerre en Ukraine et l'annexion de la Crimée. Autre élément à prendre en compte : juste avant la phase actuelle de cette guerre, les trois grands pays que sont l'Allemagne, la France et l'Italie n'étaient pas divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Poutine. Ils pensaient, contrairement aux Américains et aux Anglais, manifestement mieux informés qu'eux, que ces hostilités étaient évitables. Les trois pays que je viens de d'évoquer

se sont ralliés depuis lors à la position américano-britannique. Au moment où nous parlons, on ne peut guère faire de différence entre la France et l'Allemagne en matière d'attitude vis-à-vis de l'Ukraine : elles soutiennent ce pays avec la même vigueur. Ni le président français ni le chancelier allemand ne téléphonent plus à Poutine. Il n'y a pas de raison d'être inquiet de la pérennité de l'accord franco-allemand de ce point de vue.

**P. L. :** Bien sûr. Mais, à terme, ne peut-on quand même pas penser que l'ambition de Poutine est sinon de rallier le chancelier allemand à sa cause du moins de le contraindre à passer un nouvel accord énergétique avec lui ?

**J.-C. T. :** Il ne faut pas oublier que l'Allemagne est dépourvue d'une force nucléaire autonome, qu'elle est totalement dépendante des États-Unis pour sa défense stratégique et l'idée qu'elle puisse passer un accord avec la Russie qui n'ait pas l'agrément de son protecteur est totalement impensable. A l'inverse il est clair que la France, possédant une dissuasion nucléaire indépendante, pense pouvoir être plus libre d'allure vis-à-vis des États-Unis.

**P. L. :** Actuellement c'est bien sûr évident. Mais j'évoquais l'hypothèse d'un éventuel retour au pouvoir de Trump ou de l'un de ses affidés et d'un changement radical de politique entre les États-Unis et la Russie.

**J.-C. T. :** Le paradoxe des États-Unis est que le système militaro-industriel qui avait été dénoncé par Eisenhower, républicain, est maintenant

complètement soutenu par la gauche démocrate américaine. Je pense que Trump et ses amis proches sont minoritaires dans leur soutien affiché à Poutine. Et puis, même s'il arrivait que Trump remporte les primaires républicaines, il serait battu, à coup sûr me semble-t-il, par le candidat démocrate ! Je ne vois pas non plus quels éléments pourraient faire que la France et l'Allemagne se divisent à propos de l'attitude à observer vis-à-vis de Poutine et cela même si historiquement, depuis les guerres napoléoniennes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la France s'est trouvée être souvent plus proche de la Russie que de l'Allemagne. Et puis je ne crois pas que les Allemands puissent lâcher les pays du Centre et de l'Est de l'Europe qui savent par expérience ce qu'est une occupation russe... Pour les Finlandais et les Baltes, Poutine est un ennemi potentiel mortel ! Que les Finlandais et les Suédois aient décidé de rejoindre l'OTAN alors qu'ils étaient neutres est plus que significatif de ce point de vue.

## LA GUERRE EN UKRAINE PEUT-ELLE PRENDRE FIN ?

**P. L. :** La question demeure de savoir ce qui est dans la tête de Poutine et ce que sont les forces militaires réelles de son pays. Certains pensent que ses armes classiques sont complètement démodées mais il semble néanmoins qu'il continue à disposer de la force nucléaire la plus importante du monde. Réalité ou bluff, qui peut vraiment le savoir !

**J.-C. T. :** Réalité de la force nucléaire stratégique russe, oui certainement.

Sur le plan conventionnel ce qui est à mes yeux assez clair est que les Russes ont un sentiment d'encerclement par l'OTAN et estiment se trouver dans une situation de grande vulnérabilité. Et si l'Ukraine entrait dans l'OTAN, ce sentiment serait formidablement renforcé. Les militaires russes pensent, à tort ou à raison, que si la Russie avait été, au moment d'Hitler, dans une situation analogue à ce qu'ils estiment être l'encerclement actuel, celui-ci aurait pu gagner la guerre conventionnelle.

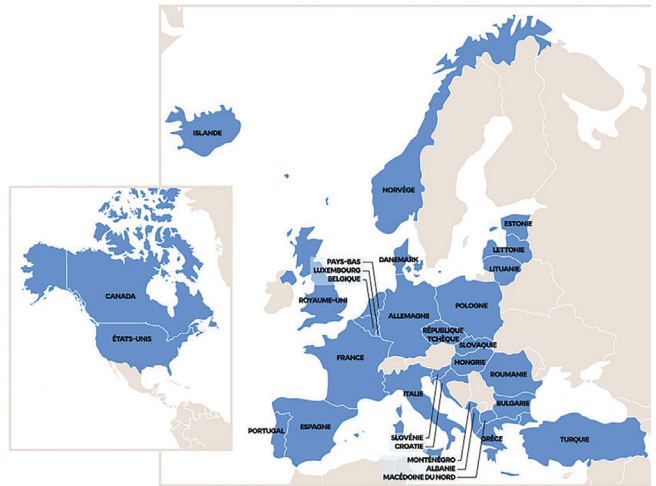
**P. L. :** Et que se passe-t-il si l'Ukraine finit par l'emporter sur le terrain ?

**J.-C. T. :** J'ai été frappé par les conclusions implicites d'une réunion que j'ai récemment animée en tant que président de l'Académie des sciences morales et politiques : aucune des deux parties ne peut vraiment gagner cette guerre. Cela veut probablement dire, d'une façon ou d'une autre, un gel de la situation, telle qu'elle aura évolué. Avec une zone démilitarisée, comme il en existe une entre les deux Corées ou encore à Chypre. Reste évidemment l'hypothèse d'un improbable changement de régime à Moscou !

### QUID DE L'AVENIR DE LA FRANCE ?

**P. L. :** Dans la situation actuelle, quel avenir voyez-vous pour notre pays ?

**J.-C. T. :** S'agissant de la France, nous avons une Constitution dont la durée de vie atteindra bientôt deux tiers de siècle et qui est donc très près de dépasser la durée de l'existence de la III<sup>e</sup> République. Au prix, je crois, de quelque vingt-



Source : OTAN, Pays membres, 2020.



Les pays membres de l'OTAN en 2020.

quatre modifications constitutionnelles, elle a montré qu'elle était plus souple et ductile qu'anticipé et capable de s'adapter à des situations assez radicalement différentes et possiblement conflictuelles.

**P. L. :** Vingt-quatre modifications, dont une radicale quand même : l'élection directe du président de la République au suffrage universel, et une, elle aussi, de grande importance : la réduction du septennat au quinquennat de la durée du mandat présidentiel, accompagnée de l'inversion du calendrier électoral, ces deux modifications ayant pour objet d'accroître le pouvoir présidentiel (sans nécessairement y parvenir !).

**J.-C. T. :** À noter toutefois que l'inversion du calendrier électoral n'est pas définitive : une dissolution ou le décès du Président introduirait un autre calendrier. À noter aussi que tout s'est passé sans crise de régime :



Manifestation inhabituelle à l'Assemblée Nationale.

la plasticité institutionnelle de la Loi fondamentale a manifestement évité de telles crises, balayant ainsi les craintes que l'on pouvait légitimement avoir.

**P. L. :** Aussi ne suis-je pas, comme vous je crois, partisan de bouleverser ce texte aujourd'hui, je pense que nos compatriotes ne le souhaitent pas majoritairement. Nous ferions bien simplement de nous contenter de l'appliquer à la lettre, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui.

**J.-C. T. :** Encore faut-il aussi ne pas cesser d'engager les réformes de fond dont notre pays a besoin plus que jamais, et cela malgré les difficultés majeures que nous vivons au sujet de la question des pensions de retraite.

**P. L. :** Bien sûr, et pour cela je pense qu'il faudrait donner plus fortement la parole au peuple dans son entièreté, sans lui donner pour autant le pas sur le rôle de l'État.

## ET QUID DE L'UNION EUROPÉENNE ?

**P. L. :** Pour l'Union européenne, un partage proclamé de co-souveraineté entre elle et les pays membres reste-t-il concevable ?

**J.-C. T. :** Je pense qu'il existe aujourd'hui des conditions de même nature qui pourraient favoriser le développement des principes et des actions dont notre président s'est fait à plusieurs reprises le propagandiste éclairé. Par exemple le fait qu'il est humiliant pour les Européens d'être totalement dépendants des États-Unis du point de vue militaire, en particulier en ce qui concerne la stratégie de la dissuasion nucléaire. Par exemple encore, en incitant l'Allemagne à s'engager plus fortement dans sa défense et par là même à celle de l'Europe. Par exemple enfin dans le domaine de la stratégie diplomatique mondiale où nous n'avons pas été systématiquement suivistes des Américains, en particulier dans l'évolution de leurs relations avec la Chine, mais où nous devons donner suite aux intérêts proprement européens. Nous sommes déjà allés très loin avec l'adoption d'une monnaie unique qui, à ma connaissance, ne soulève pas d'objections de la part des citoyens européens, quel que le soit le pays où elle est en vigueur, et qui finira sans doute par être adoptée par tous les pays membres de l'Union. Même les partis extrêmes anti-européens ont cessé de s'y opposer ! C'est là un très fort encouragement à ne pas nous arrêter en chemin.

**P. L. :** Avec quand même une grande difficulté pour nous puisque la

majorité de la classe politique ne partage pas la volonté du président de la République en la matière. Et cela vaut, de façon quand même paradoxale, pour les socialistes qui se sont rangés dans le camp de la NUPES !

**J.-C. T. :** Pensez-vous qu'ils y resteraient si ce camp s'opposait à de nouvelles avancées de l'Union ? Vous savez, la situation n'est pas vraiment nouvelle, François Mitterrand lui-même devait faire face à une très forte opposition de gauche et cela ne l'a pas empêché d'agir. Les institutions actuelles font qu'Emmanuel Macron a devant lui encore quatre années à sa disposition pour faire de même et je ne doute pas que ce soit dans ses intentions. Nos intérêts essentiels sont très souvent alignés sur ceux de l'Union européenne. Il existe un sens historique de l'entreprise européenne dont la quasi totalité de nos partenaires ont conscience. La force économique, industrielle et commerciale de l'Europe est colossale, elle finira par s'accompagner d'une vraie force géostratégique. Et c'est bien l'enjeu des années à venir que de faire partager ce sentiment à nos partenaires. Je reste pour ma part confiant dans la possibilité d'y parvenir.

**P. L. :** Nous y verrons peut-être un peu plus clair dans notre prochain entretien, dans un semestre. Peut-être devons-nous nous interroger alors sur la pertinence du choix initial de l'actuel président de tenter de refuser le clivage historique de notre pays entre la gauche et la droite, sur celle de son fameux « en même temps » ...

**J.-C. T. :** Tout semble pourtant montrer qu'une majorité de nos compatriotes souhaitent être gouvernés au centre, avec une alternance de centre gauche et de centre droit. Mais « en même temps » la pérennité de la présence d'une extrême gauche forte et active et d'une extrême droite forte et bien enracinée interdit aujourd'hui une telle alternance et oblige à une alliance du centre gauche et du centre droit. Reparlons-en en effet une fois que nous aurons, comme je l'espère, dépassé le conflit qui divise actuellement notre pays. ☺

*Propos recueillis et transcrits  
par Philippe Lazar  
Photographies recueillies par  
Jean-François Lévy*